

HABITAT À TIZI OUZOU

24 370 logements restent  
à réaliser

*La wilaya de Tizi-Ouzou compte sur une livraison, cette année 2009, de 17 045 logements tous programmes confondus, selon le rapport présenté par le Dlep au conseil de wilaya du mercredi 14 janvier.*

Si l'objectif est atteint à la fin de l'exercice en cours, une livraison record jamais réalisée dans l'histoire de la wilaya où les livraisons annuelles du secteur public tournaient autour de 2 à 3 000 au grand maximum et souvent beaucoup moins que cela. Il est vrai aussi, pour relativiser ce chiffre exceptionnel de logements attendus au cours de l'année qui commence, que la wilaya compte à son actif un autre record jamais atteint de 20 431 logements en cours de réalisation soit un taux de 41,89% des programmes qui lui sont alloués au cours des cinq dernières années. En effet, on dénombre pas moins de 18 766 logements du programme complémentaire antérieur au 31décembre 2004 et 26 542 du programme quinquennal. Si ces prévisions sont effectivement ambitieuses, les retards de réalisation des différents

programmes demeurent très importants, à savoir 24 370 logement sur 48 778 dont 3 332 non lancés à ce jour.

A l'actif de l'exécutif actuel, il faut souligner le lancement, au cours de l'année 2008, de 7 417 logements sur 8 086 prévus, soit 91,72% des prévisions, et la réception de 8 564 sur 13 063 prévus, soit 65,55% ce qui n'est pas non plus habituel dans la wilaya où l'on se plaint de multiples contraintes parmi lesquelles on invoque souvent le manque de moyens de réalisation, d'assiettes foncières, la morphologie du terrain et autres obstacles à la concrétisation des programmes dans les délais impartis. Le plan d'action de l'année 2009 table sur le lancement de 3 924 logements sur 4 289 non lancés d'après les données de la même source. Il n'est pas sans intérêt de noter, par ailleurs, que les 5

747 aides publiques à l'habitat rural, au titre de 2008, sont réalisées à 108,74% et les prévisions de 1 038 aides pour l'année en cours sont déjà totalement lancées.

Sur une période allant de 2005 à la fin 2008, on déclare 11 143 logements ruraux achevés, 12 020 en cours de réalisation. L'année en cours verra la livraison de 12 752 logements de

la même catégorie si l'on se fie aux prévisions de la Dlep. Il convient de signaler pour clore ce chapitre de l'habitat rural l'annulation de 4 357 décisions d'éligibilité à l'aide publique pour défaut d'apport initial des «bénéficiaires» trop démunis pour prétendre au concours de l'Etat à la réalisation de leurs logements.

B. T.

Des terroristes devant le juge

C'est dimanche prochain que s'ouvrira la première session annuelle de la Cour criminelle de Tizi-Ouzou, a annoncé le procureur général. Une session qui, comme de coutume, traitera des cas de terroristes parmi les 194 criminels déjà en détention et de leurs acolytes parmi les 37 en fuite. Sur les 61 affaires qu'examinera le tribunal criminel entre le 1er février et le 12 mars figurent, en effet, pas moins de huit ayant trait au terrorisme. Egalement, entre autres affaires enrôlées, trois traiteront de ces enlèvements et tentatives d'enlèvement qui se sont succédé à un rythme effréné ces dernières années en Kabylie. Selon le communiqué de presse rendu public par la cellule de communication de la Cour de Tizi-Ouzou, des trafiquants de drogue, impliqués dans deux affaires, figurent sur le rôle.

Du détail des 61 affaires qui seront examinées, il ressort que sur les 194 prévenus, 104 se trouvent en détention, 17 sous contrôle judiciaire, 37 en fuite et 36 comparaîtront en prévenus libres. En tout, ce sont donc 61 affaires qu'auront à juger les magistrats de la cour criminelle de Tizi-Ouzou durant ces six prochaines semaines.

A. M.

CHAMBRE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE DE SIKKDA

Un nouveau texte pour les classes  
spécialisées

*Un nouveau texte de loi du ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques a vu le jour.*

Il s'agit de l'arrêté du 14 janvier 2009. modifiant et complétant l'arrêté du 23 janvier 2005 portant prorogation de la durée de la formation relative à la classe spéciale pour les filières de marin qualifié et d'électromotoriste et la création de classes spéciales pour les filières de patron à la pêche côtière et de capacitaire à la pêche.

Il est défini les conditions d'accès à la formation de quatre filières, les patrons à la pêche, les capacitaires à la pêche, les matelots et les électromotoristes, ainsi que les programmes de formation y afférents. La chambre de la pêche et d'aquaculture de la wilaya de Skikda est aux anges ! Une assise réglementaire est venue à point nommé pour répondre aux objectifs qu'elle s'est assignés ces trois dernières années, soit depuis la date de promulgation de l'arrêté n°16 du 23 janvier 2005. Selon les chiffres communiqués par le directeur de la chambre, Brahmia Hamid, la formation relative aux classes spécialisées a ciblé durant ces trois dernières années 530 matelots, 52 patrons à la pêche côtière, 149

capacitaires à la pêche. Dès que les besoins se faisaient sentir, on lançait des formations en réunissant bien sûr les conditions idoines. Le concours des APC ciblées territorialement et la direction de la formation professionnelle est à signaler. Cela bien sûr sans oublier l'apport indéniable de l'Institut des technologies de pêche et d'aquaculture de Collo.

«Actuellement, au niveau de la chambre, il y a eu le dépôt de 100 demandes pour la formation de mécaniciens et 200 demandes pour les matelots. Pour des considérations réglementaires, nous avons rejeté celles relatives à d'autres filières. Le lancement des formations sera imminent, aux désireux de s'inscrire de se rapprocher de nos bureaux dans ls plus brefs délais. »

Outre cela, la chambre a à son actif des actions de vulgarisation et de sensibilisation, lancées à travers le territoire de la wilaya, au profit des professionnels du métier, ponctuées également par une distribution de dépliants.

Le centre culturel Ali-Tlili a abrité à deux reprises, les 21 et 23 décembre, deux journées d'études sur les thèmes «Les assurances maritimes» et «La rationalisation de la pêche : textes sur la taille marchande».

ALGER

Trois familles en danger de mort  
à la cité Maya

*Un véritable bras de fer vient d'être déclenché entre trois familles habitant au 39, route de Bachdjarrah, précisément à la cité Maya, avec les autorités locales.*

Ces familles qui vivent le calvaire depuis le séisme de 2003 où leurs habitations ont été considérablement touchées par des fissures et un risque permanent d'effondrement refusent que les habitations limitrophes soient démolies avant de les reloger. «Nous sommes déjà en danger et nous refusons de prendre de nouveaux risques», a

dénoncé un propriétaire désespéré et ne sachant plus à quelle porte faut-il frapper pour être entendu. Vivant avec sa famille et sa mère âgée et asthmatique, notre interlocuteur raconte son calvaire au quotidien. «A chaque chute de pluies ou quand il y a des rafales de vent, nous quittons notre domicile pour nous réfugier chez les voisins. Nous n'avons plus la

force de supporter cette situation». Et d'ajouter : «Les services du CTC ont établi en 2003 un rapport classant les habitations orange et rouge et depuis, aucune initiative n'est venue pour les reloger». Cependant, cinq autres familles, dit-il, qui vivaient dans les mêmes conditions, ont été relogées en 2006, à Aïn Benian. «Je ne comprends pas cette politique de deux poids, deux mesures. Nous vivons un danger de mort permanent dans l'indifférence totale des autorités», crie-t-il. Il fait

savoir que plusieurs courriers ont été adressés aux différents services au niveau de l'APC et de la daïra de Hussein Dey, sans résultat. «Ce qui est bizarre, c'est qu'on me dit souvent que mon dossier est égaré.

C'est incompréhensible», signale l'orateur, priant à ce que le pire soit épargné pour sa famille et ses voisins, dans le cas où les autorités maintiennent leur décision de démolir les maisons limitrophes.

R. M.

KHENCHELA

Ouverture prochaine  
de 4 agences Cnep

Pour diversifier et répondre favorablement aux besoins de ses usagers, la Cnep prévoit l'ouverture prochaine de 4 agences qui seront installées dans 3 daïras importantes, parmi les 8 que compte la wilaya comme Chechar, Kaïs et El-Hamma, ainsi que le renforcement du chef-lieu de wilaya par l'ouverture de l'ex-agence implantée à la citée des 90- logements route de Batna. Pour pénétrer, développer et surtout rapprocher ces structures des usagers, l'initiative sera d'un apport considérable pour la wilaya sur plusieurs plans et répondra favorablement aux attentes des clients en relation directe avec la Cnep. Le nouveau statut de la Cnep, qui a pour dénomination sociale «la banque de l'immobilier» correspond réellement à la vocation de la wilaya, et répond au mieux aux exigences de la majorité de la population.

Une étudiante  
retrouvée morte  
dans sa chambre

Une étudiante du centre de Khenchela, âgée de 21 ans, a été retrouvée morte dans sa chambre à la résidence filles Moussa-Reddah, lundi dernier.

Il s'agit vraisemblablement d'un arrêt cardiaque. La victime a été transportée vers le secteur sanitaire pour autopsie. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de ce drame qui a mis en émoi les étudiantes.

S. A.

OUM-EL-BOUAGHI

A quand la baptismation  
des cités et rues  
à Aïn-Beïda ?

Les habitants des quartiers périphériques de la ville de Aïn-Beïda qui en compte deux cents âmes se plaignent de ne pas s'identifier dans leurs quartiers respectifs. En effet, plusieurs quartiers, pourtant existant depuis quatre décennies, continuent à porter des noms qui n'ont aucune signification à l'image de ce quartier appelé Falty ou encore la Ferraille, El-Qaria... Pourtant, la cité des Haractas a bien enfanté de valeureux chouhada et autres oulémas. Cette situation qui n'a que trop duré pose d'énormes problèmes aux habitants de ces quartiers, notamment celui du courrier (hormis les factures de consommation qui sont distribuées par le personnel d'entreprise) qui n'arrive jamais à ses destinataires et qui est dans le meilleur des cas déposé chez l'épicier du coin. Les citoyens de ces quartiers ont contacté le journal pour crier leur désarroi et lancent un appel aux autorités locales pour mettre fin à ce problème.

Moussa Chtatha

BLIDA

Un ressortissant  
tunisien placé sous  
mandat de dépôt

Le juge d'instruction près le tribunal de Blida a placé, mardi dernier, un ressortissant tunisien sous mandat de dépôt. Le mis en cause, âgé de 32 ans, a été arrêté par les éléments de la brigade de gendarmerie de Guerouaou en détention d'une carte d'identité nationale qui ne lui appartenait pas mais sur laquelle il avait mis sa photo.

Travaillant dans une menuiserie à Guerouaou, le ressortissant tunisien aurait fui son pays d'origine car il aurait été condamné par défaut à 17 ans de réclusion criminelle pour une affaire de trafic de drogue. Selon les enquêteurs, la carte d'identité nationale utilisée par ce dernier appartient à un citoyen algérien qui l'avait égarée mais avait pris soin de la déclarer.

M. B.